

Terrorisme au Sahel : la stratégie de Sisyphe

Peut-être a-t-on crié victoire un peu vite : il ne suffit pas de couper quelques têtes pour éradiquer la menace jihadiste. Soldats français et Casques bleus l'apprennent à leurs dépens.

C'est la version française de la célèbre liste des terroristes les plus recherchés par les États-Unis. Une simple feuille A4 censée rester confidentielle, sur laquelle figurent les principaux chefs des groupes jihadistes qui tourmentent le Sahel. Il y a là une vingtaine d'hommes, tous (ou presque) barbus et enturbannés, tous condamnés à mort par les services secrets.

Au fil des mois, la liste de ceux qui ont été "neutralisés" s'est allongée. Les communiqués officiels ou les déclarations - graves devant les micros, réjouies dans un cadre plus confidentiel - confirmant la mort de tel ou tel "terroriste" se sont multipliés. Mais contrairement à ce que l'on pensait il y a quelques mois au ministère français de la Défense, où l'on s'enorgueillissait de ces succès à répétition, il ne suffit pas de couper les têtes.

Après avoir fait le dos rond au plus fort de l'opération Serval en 2013, les jihadistes ont repris du poil de la bête. "Ils ont fait comme les talibans en Afghanistan, explique un médiateur du désert. Ils se sont d'abord terrés, puis ils se sont réorganisés. Aujourd'hui, leur pouvoir de nuisance est intact." **L'attentat du 7 mars à Bamako** - une première depuis que les jihadistes ont fait du Nord-Mali leur repaire, il y a une quinzaine d'années - l'a douloureusement rappelé. De fait, en dépit des milliers de Casques bleus qui quadrillent le Septentrion, des forces spéciales françaises qui les traquent et des drones qui les survolent, les jihadistes bénéficient toujours d'un terreau fertile dans le Sahel. Explications.

Le repaire libyen

Pour mener des attentats semblables à celui de Bamako, il faut pouvoir les planifier. Donc bénéficier d'un repaire où l'on se sait en sécurité et d'où l'on peut rayonner sur toute la région. La Libye, en l'occurrence. Depuis des mois, les Français, les Nigériens, les Maliens et les Tchadiens ne cessent d'alarmer sur le risque de voir ce pays se transformer en "jihadistan". Le spectre est aujourd'hui devenu une réalité, tant dans le Nord, où l'on se bat pour le contrôle du pays, que dans le Sud-Ouest, dans le Fezzan, où l'on s'entraîne et où l'on prépare les attaques contre les pays voisins. "La Libye est l'épicentre du jihad dans la région, indique un responsable des renseignements d'un pays du Sahel. C'est par là que passent les hommes et les armes, que se massent les apprentis terroristes pour y recevoir une formation... On pourrait la comparer à une ruche, d'où partent les abeilles qui vont butiner."

Selon plusieurs sources françaises et sahéliennes, certains des principaux chefs jihadistes de la zone y auraient été vus ces derniers mois. **L'Algérien Abdelmalek Droukdel**, l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), et **le Malien Iyad Ag Ghaly**, le chef d'Ansar Eddine, y ont été signalés. Quant à Mokhtar Belmokhtar, le chef d'Al-Mourabitoune, qui a implanté le jihad au Mali au début des années 2000, il y passerait la plupart de son temps. Il y aurait installé les membres de sa famille et les hommes de sa katiba.

L'Algérien a rapidement revendiqué l'attentat de Bamako, via le site d'information mauritanien *Alakhbar*. Il n'en est pas à son coup d'essai. C'est de la Libye qu'il avait lancé ses hommes à l'assaut du site gazier d'In Amenas, en Algérie, en 2013, et qu'il avait orchestré les attentats d'Arlit et d'Agadez, au Niger, la même année. "Tant qu'on n'aura pas nettoyé la Libye, les terroristes bénéficieront d'un endroit où ils pourront s'entraîner, se reposer, s'organiser. Et tous les pays de la région seront menacés", alerte un officier nigérien.

Le borbier du Nord-Mali

Pour la communauté internationale, il est une autre évidence : "Tant que le gouvernement malien et les groupes rebelles n'auront pas signé un accord de paix, les jihadistes auront le champ libre dans le Nord", résume un diplomate européen en poste à Bamako. "Le chaos qui règne dans le Nord ne peut

que leur profiter", confirme un officier de la Minusma, qui rappelle que des terroristes échappent aux contrôles en arborant les drapeaux des groupes armés autorisés à franchir les check-points onusiens.

Les jihadistes ont aujourd'hui réinvesti un terrain qu'ils connaissent parfaitement et y disposent de nombreux repaires : dans la forêt de Wagadou, à la frontière entre le Mali et la Mauritanie ; au nord de Tombouctou ; dans l'Adrar des Ifoghas, le "château fort" d'Aqmi que la France pensait avoir nettoyé en 2013 ; ou encore dans la région de Ménaka. C'est de ces zones qu'ils lancent régulièrement des attaques contre les éléments de la Minusma depuis près d'un an. Le dernier en date a marqué les esprits : deux jours après l'attentat de Bamako, une quinzaine d'obus ont été tirés sur le camp des Casques bleus à Kidal, tuant un soldat tchadien et deux enfants.

Les jihadistes bénéficient en outre de nombreuses complicités. Ainsi, les frontières entre les groupes armés avec lesquels Bamako et la communauté internationale discutent et les groupes jihadistes sont extrêmement poreuses. Le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), considéré comme fréquentable, n'a jamais véritablement rompu ses liens avec Iyad Ag Ghaly. De même, les liens entre le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) sont avérés.

"Tant que **ces groupes feront la loi dans le Nord**, les jihadistes y circuleront librement", concède un officier malien. Ni la Minusma, éparpillée et sans réels moyens, ni Barkhane, l'opération française dans le Sahel, ne sont en mesure d'assurer la police sur cette vaste étendue. D'où les très fortes pressions exercées sur chacune de ces parties afin qu'un accord de paix soit signé au plus vite et que l'armée malienne réinvestisse la zone.

Un vivier inépuisable

"Et même, grogne un diplomate sahélien. Imaginons qu'un accord soit trouvé. Cela ne réglera pas le problème de fond. Les jihadistes disposent dans nos pays d'un vivier inépuisable d'apprentis jihadistes." Voilà des années qu'Aqmi, le Mujao, Ansar Eddine (au Mali, au Niger et en Libye) et Boko Haram (au Niger, au Cameroun, au Tchad et au Nigeria) recrutent de la chair à canon. Des jeunes désœuvrés, qui habitent souvent des zones abandonnées par l'État central et investies par les mouvements caritatifs salafistes ; des jeunes à qui l'on promet quelques milliers de francs CFA et une arme...

Au Cameroun et au Niger, **ils seraient des milliers, ces dernières années, à avoir rejoint les rangs de Boko Haram**. Pour l'argent, essentiellement. Dans la région de Diffa, au Niger, Boko Haram a recruté des jeunes issus de communautés... animistes. Au Mali non plus, les recrues ne sont pas toutes embrigadées depuis leur plus tendre enfance. "Les Peuls qui ont rejoint le Mujao en 2012 ne l'ont pas fait parce qu'ils croyaient à leur vision de l'islam, mais pour se défendre face aux attaques des Touaregs armés", note un agent des renseignements maliens. Ces mêmes Peuls, aujourd'hui, s'organisent pour se défendre, comme les autres communautés du Nord. Certains demandent l'aide de l'armée malienne. D'autres se tournent vers les groupes jihadistes.